CCEF des Etats-Unis
Section de Nouvelle-Angleterre

Activité économique au second semestre 2009 et perspectives d'évolution
Boston, 1er novembre 2009

Cette note résulte d'un travail collectif qui vise à cerner les tendances de la conjoncture économique en Nouvelle-Angleterre et au delà. Comme on le sait, la section de Nouvelle-Angleterre réunit des cadres et des chefs d'entreprises appartenant à des horizons sectoriels complémentaires, qui vont de l'industrie lourde aux secteurs du tourisme et de la santé en passant par la petite entreprise récemment créée. Les informations contenues dans cette note proviennent du terrain, elles ne prétendent pas à l'exhaustivité et ne représentent que le point de vue des CCE qui se sont exprimés.

Cette note est finalement une contribution de la Section qui s'adresse non seulement à nos autorités immédiates (Consulat, service économique de l'Ambassade, etc.) mais aussi aux acteurs économiques français qui souhaitent disposer d'un éclairage sur la conjoncture actuelle dans cette région des États-Unis.

Résumé :

- ***La Nouvelle-Angleterre est moins sévèrement touchée par la crise économique que le reste des Etats-Unis principalement en raison des caractéristiques de son économie, à la fois très orientée vers les nouvelles technologies, la biologie de pointe, les télécommunications dans son État le plus important, le Massachusetts, et une économie rurale très tournée vers l'agriculture dans les Etats du nord, avec des banques locales très conservatrices et prudentes. Le taux de chômage et la baisse des valeurs de l'immobilier, pour ne citer que ces deux éléments, y sont relativement moins élevés qu'ailleurs.***
- ***Les CCEF notent que la situation de leurs entreprises s'est améliorée en 2009, surtout au cours du second semestre, avec un chiffre d'affaires qui s'établit souvent au delà des prévisions initiales réalisées fin 2008, au plus fort de la crise.***
- ***Les perspectives pour 2010 restent toutefois assez floues pour le moment et la sortie de crise assez lointaine. Les entreprises prévoient une réelle amélioration plutôt au troisième trimestre 2010, avec un retour au niveau 2007/2008 vers fin 2011. les licenciements sont encore communs au sein des TIC et notamment des « startups » en raison principalement du report en 2010 de nombreuses décisions d'investissement de la part des grandes entreprises.***
- ***Le mouvement de concentration avec recherche de la taille maximale va probablement se poursuivre, les entreprises américaines restent toujours des cibles en raison de la faiblesse du dollar. Les entreprises chinoises, notamment, se montrent actives et à la recherche de marques établies.***

1/ Aperçu des évolutions de la conjoncture économique en Nouvelle-Angleterre

Comme le relate la dernière note de conjoncture de l'agence «Wells Fargo », la reprise américaine continuera d'être longue. L'activité économique est en effet actuellement porteuse

de défis qui tendent à modifier le rythme et la composition de la croissance. Cette situation est d'autant plus inhabituelle pour les Etats-Unis que deux tendances sont à l'œuvre :

- Un gouvernement fédéral actif en matière économique alors que les initiatives du secteur privé restent en retrait.
- Une prudence généralisée des investisseurs et une politique d'emprunt moins spéculative dans un contexte où les exportations ne parviennent pas à tirer économiquement le pays.

Au total, certes la croissance est à nouveau présente mais ses caractéristiques font douter à la fois de sa pérennité et de son ampleur, sans parler de ses effets. L'impact du plan de relance contribuera, avec le redressement de la demande conjugué à une faible progression des exportations, à rendre la croissance positive de la fin 2009 jusqu'à la fin 2010. Le taux escompté est inférieur ou égal à 2%. Mais, concomitamment aux effets du plan de relance, certains états de Nouvelle-Angleterre (N.-A). augmentent leurs impôts pour faire face à leurs déficits (Massachusetts, Vermont). Selon les experts, la croissance qui se manifeste à nouveau sera associée à un chômage important, inférieur à ce qu'il était en août 2009 (9,7% contre 8% en déc. 2008)[1] mais sans doute proche de 9%.

L'autre inquiétude vient de la faiblesse du dollar qui expose certaines industries à des acquéreurs asiatiques tentés de réinvestir leurs excédents commerciaux dans des entreprises possédant un savoir-faire technologique et une forte image de marque. Ce phénomène serait couplé à une tendance à la concentration industrielle.

Avec une population d'environ 18,5 millions d'habitants, en augmentation régulière, les six états de la N.-A.[2] forment un ensemble économique globalement très prospère[3] mais marqué par une forte disparité de structures économiques. Ainsi les points communs sont faibles entre les états ruraux et agricoles du nord (Maine, Vermont) et le Rhode-Island, petit état en pleine restructuration industrielle ou le Massachusetts[4] qui affiche une insolente prospérité en raison d'une stratégie de développement tournée vers les hautes technologies, les sciences de la vie et l'attractivité universitaire. Nous mettrons volontairement de côté la situation du Connecticut dont les activités tertiaires (sièges sociaux) sont attirées par une fiscalité particulière.

Tous les économistes de la N.-A. s'accordent à penser que la région continue de traverser la crise économique sans moindre mal notamment en raison de sa structure économique. En août 2009, au plus fort du ralentissement économique), le taux de chômage avait atteint 8,8 % (moyenne américaine : 9,7%) mais avec de très fortes disparités selon les États (12,8% au Rhode-Island mais 6,9% au New-Hampshire et 9,1% au Massachusetts). Pour mémoire, le taux se situait à 4,6% en déc. 2007. Entre déc. 2007 et déc. 2008[5], ce sont 144 000 emplois qui ont été perdus, ce qui est, proportionnellement et pour la première fois depuis 2000, un rythme plus faible que pour le reste des Etats-Unis. Les pertes d'emplois se localisent dans des secteurs bien identifiés : construction, commerce de détail, services financiers,

[1] Banque de la Réserve fédérale de Boston (3ème trimestre 2009).
[2] Vermont, Maine, Rhode Island, Massachusetts, New-Hampshire, Connecticut (voisin de l'état de New-York).
[3] Le produit intérieur de la N.-A. est comparable à celui de la Pologne dont la population se monte à env. 39 millions d'habitants.
[4] En dollars de 2000, le PNB de l'Etat atteint 305 milliards de dollars en 2007 (286 en 2004), soit le 15ème rang des 50 états américains. En revenu par tête, le Massachusetts occupe la 4ème place des 50 états en 2007 (le Connecticut, état voisin du Massachusetts en Nouvelle-Angleterre, se situe lui à la seconde). Plus de 85% de la population travaille dans les secteurs non-industriels (services, recherche, commerce, etc.). Source BEA.

manufacture, services aux entreprises. On note en revanche une création nette d'emplois dans l'éducation et les services de santé.

Le revenu par tête en N.-A. se situe à 48 751 USD contre 39 751 USD pour la moyenne américaine. Ce chiffre enregistre une baisse négligeable du fait de la crise économique. Cette différence de niveau s'explique par la structure économique de l'État du Massachusetts (l'état le plus important numériquement) qui attire vers lui un nombre grandissant de jeunes professionnels hautement qualifiés[6]. Contrepartie de ce mouvement, le coût des facteurs est plus élevé en N.-A. et l'écart ne cesse de se creuser avec le reste du pays, rendant les salaires, les charges en général (notamment l'électricité, l'eau et autres fluides) mais aussi et surtout les prix de l'immobilier beaucoup plus élevés en N.-A. (sans doute, 1,6 fois plus élevé en moyenne). L'impact de la crise se fait globalement à peine sentir sur l'immobilier en N.-A., en particulier dans les États comme le Massachusetts et le New-Hampshire. Même le Vermont (– 10% en moyenne) s'en sort assez bien.

Dans ce contexte, on notera enfin sur le plan fiscal que le Massachusetts a très peu bénéficié du plan d'aide fédéral (*stimulus package*). Cet État a toutefois augmenté le taux de la *Sales Tax,* passée de 5% à 6.25%, ce qui ne s'était pas produit depuis 20 ans.

2/ Eclairages sectoriels spécifiques provenant des CCEF de Nouvelle Angleterre

- Les services en matière de veille stratégique concurrentielle

Dans la continuité des tendances indiquées dans la note du premier trimestre 2009, les entreprises spécialisées dans la réalisation d'études concurrentielles (veille concurrentielle, technologique, stratégique) ont réalisé une part importante de leur chiffre d'affaires dans le secteur pharmaceutique.

Alors qu'un frémissement de croissance s'est fait sentir avant l'été 2009 dans des secteurs industriels tels les télécommunications et la banque-assurance, la période estivale s'est révélée très calme.

Les secteurs de l'industrie traditionnelle (construction, automobile, aéronautique …), les petites et moyennes entreprises ont repoussé leurs investissements à 2010.

De nombreuses entreprises ont en particulier commencé à restructurer leurs équipes de veille stratégique/concurrentielle afin de bénéficier de l'apport des nouvelles technologies. Plus spécifiquement, les entreprises s'interrogent sur la manière d'incorporer leur fonction de veille de manière plus transversale tout en réduisant les coûts notamment lorsqu'elle est externalisée. D'un point de vue pratique, les thèmes sur lesquels se concentrent les entreprises en ce moment sont la veille technologique sur les brevets, les essais cliniques, les activités des très jeunes entreprises (« startups ») ainsi que sur les attentes des consommateurs (ex. que disent les consommateurs dans les réseaux sociaux ?).

[6] Voir: "Smart Palces, getting smarter: facts about the young prof. population in N.-E. states", New England Economic Indicators, Third Quarter 2009.

- Industrie

En ce qui concerne le secteur de l'électronique, les estimations pour 2009 dans l'industrie des semi-conducteurs continuent de s'améliorer sans être toutefois très brillantes. D'après les sociétés qui analysent le marché, les ventes de circuits intégrés devraient baisser de 16,5% en 2009 par rapport à 2008. Les prévisions précédentes étaient pires (-23%) et reflétaient un manque de visibilité dans la chaîne de distribution. Aujourd'hui, on entrevoit une amélioration sensible dans le marché des PC et des téléphones mobiles (prévisions encourageantes relatives aux résultats d'Intel et de Texas Instruments).

L'activité dans le secteur de la production de verres de lunettes s'inscrit dans une tendance positive. Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe Essilor s'élève à 2,4685 milliards d'euros à fin septembre 2009, en progression de 8,4% par rapport à 2008, et en recul de 0,4 % en base homogène. Au 3ème trimestre 2009, le chiffre d'affaires consolidé d'Essilor affiche une augmentation de 6,3 %. La croissance organique du groupe (+ 0,1 %) confirme le redressement progressif de l'activité après – 1 % et – 0,4 % aux premier et deuxième trimestres. Le Groupe poursuit ses opérations de croissance externe : 17 opérations de croissance externe représentant un chiffre d'affaires additionnel d'environ 83 millions d'euros en année pleine. Quant aux perspectives, Essilor poursuit au second semestre son développement fondé sur le lancement de produits, de services et d'initiatives de croissance. Dans le même temps, le groupe continue de maîtriser ses dépenses opérationnelles. Pour l'ensemble de l'exercice 2009, Essilor devrait réaliser un chiffre d'affaires en hausse, incluant toutefois une croissance organique voisine de 0%, et une marge de contribution en amélioration par rapport à 2008.

- Secteur de la santé

Après une fin d'année 2008 extrêmement difficile dans le domaine de la santé, marquée par le gel de nombreuses dépenses hospitalières affectant l'ensemble des secteurs, du diagnostic aux matériels médicaux, la situation en 2009 s'est améliorée. Cette amélioration progressive coïncide avec une timide reprise des investissements au premier trimestre qui s'est confirmée au deuxième semestre.

Le Groupe bioMérieux explique principalement cette reprise encore fragile par les deux facteurs suivants :

- certains achats ne pouvaient plus être retardés davantage, en raison d'obsolescence de matériels ou de contrats de maintenance arrivant à terme;

- l'effort d'économie de la part des hôpitaux au dernier trimestre 2008 a sans doute été plus efficace que prévu ce qui a dégagé une marge de manœuvre supplémentaire permettant aux hôpitaux d'investir à nouveau dès 2009.

Ceci reflète en grande partie la raison pour laquelle le Groupe bioMérieux a retrouvé en 2009 par exemple, son niveau de vente d'équipements d'avant la crise, tant dans le secteur clinique que dans le secteur agro-alimentaire et pharmaceutique.

Néanmoins, de nombreux Etats américains n'ont toujours pas réglé leurs problèmes de déficits structurels. Il n'est donc pas impossible que de nouveaux gels de dépenses soient

imposés. Le secteur privé reste dans l'attente des décisions de réformes du système de santé, qui reste aujourd'hui encore très difficile à détailler. Son impact sur les résultats des entreprises françaises de la santé aux Etats-Unis est donc en tout état de cause difficile à mesurer. Cela laissera un impact sur les décisions de dépenses en matière de santé : effort accru de rationalisation.

Il est clair que la récession de 2008 - 2009, intensification de la « *competition for dollars* », nécessite de démontrer la valeur ajoutée économique et clinique de chaque investissement (cf. la notion de « *betterment* », soit la valeur ajoutée d'un produit pour un patient et le système de santé).

- Secteur des services, transports et informatique

1. La croissance des utilisateurs du transport public est sans précédent aux Etats-Unis et a atteint un record de 10,8 milliards de voyages en 2008 (+4% par rapport à 2007), un taux de croissance jamais été atteint depuis 52 ans. La croissance de 2009 par rapport à 2008 sera sans doute encore plus élevée compte tenu des indications fournies par les premières estimations pour 2009, et ce en dépit de la situation générale de l'emploi qui peut encore se détériorer.

2. Le volume prévu des investissements en infrastructure de transport est également sans précédent : 11 milliards pour 2010. Un plan « rail » national, le premier aux Etats-Unis, a été présenté, discuté et voté. Ceci aura très probablement des conséquences pour les entreprises liées à la production des TGV (Alstom et autres groupes industriels français).

3. Au troisième trimestre, l'environnement économique est resté difficile dans les services informatiques, à un niveau quasi similaire à celui du second trimestre. Malgré ce contexte, le résultat et la marge opérationnelle d'une entreprise comme Dassault Systèmes sont supérieurs aux objectifs avec un chiffre d'affaires conforme aux attentes, grâce à la mise en œuvre d'un programme d'économies : 100 millions d'euros d'économies ont été réalisées depuis le début de l'année. Le Groupe prévoit non seulement d'atteindre mais de dépasser son objectif d'économies sur l'année, tout en maintenant ses investissements en R&D, en vente et en support technique dans tous les secteurs industriels.

Par ailleurs, le Groupe a signé avec IBM un accord en vue d'acquérir l'activité de vente de logiciels DS d'IBM (« IBM PLM ») pour un montant d'environ 600 millions d'USD. D'autres mouvements de fusions-acquisitions impactant la N.-A sont à noter : Raytheon/BBN, Pfizer/Wyeth.

Contributeurs : C. Hote, T. Bernard, J.-M. Pandraud, E. Javellaud, I. Estebe, G. Bridi, M. Tivoly, X. Touret, A. Mynard.

Mise en forme/coordination : X. Touret, A. Mynard.